



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT  
DIE UNABHÄNGIGE BÄUERLICHE ZEITUNG

## Uniterre an der «Occupy-Olma»

Die Anfrage kam überraschend. Schnell aber war klar, da ist Uniterre dabei und legt ihren Standpunkt dar. Schon gar, wenn Ernährung und Vertragslandwirtschaft im Zentrum stehen.

OCCUPY ist eine Bewegung, welche hinterfragt und nicht nur im Finanzbereich nach gerechteren Wegen und Modellen sucht. Da ist unser Beitrag bezüglich Zugang zu Land auch für Menschen ohne Hof und bäuerische Wurzeln wichtig.

Neben Uniterre war auch die übrige bäuerliche Basis vertreten. Jene Leute, die derzeit mit uns zusammen versuchen, die verheerende Wirkung der Überschussmilch einzudämmen. Es konnte erfolgreich für unsere Petition MILCH geworben und Unterschriften dazu „abgerahmt“ werden. Auch unsere Unterstützung der Juso-Initiative gegen Nahrungsmittelspekulation fand gute Aufnahme. Ich bin überzeugt, dass die Botschaft angekommen und verstanden wurde.

Beim Song waren alle voll dabei und haben kräftig in den Refrain eingestimmt:

Es braucht mehr Hirn, mehr Hände und mehr Herzen,  
weil seelenloser Frass macht denkfaul dick und dumm.  
Demokratien können so was nicht verschmerzen,  
Passivität haut auch die beste Staatsform um.

Jakob Alt

## Uniterre à «Occupy OLMA»



Foto: U. Gut. Mehr: [www.bzs24.net/startseite/neuste-meldungen/occupy-st-gallen-olma/](http://www.bzs24.net/startseite/neuste-meldungen/occupy-st-gallen-olma/)

OCCUPY est un mouvement qui s'interroge, non seulement dans le secteur financier, sur les possibilités de trouver des voies et des modèles plus justes. A ce niveau, notre contribution sur la question de l'accès à la terre pour les personnes qui n'ont ni racines paysannes ni domaine agricole est importante.

Uniterre se devait d'être présent à Occupy Olma, par le simple fait que l'alimentation et l'agriculture contractuelle de proximité

se trouvaient au centre de cette journée d'action. A nos côtés, d'autres organisations paysannes et parmi elles se trouvaient les personnes qui cherchent avec nous des solutions pour endiguer les effets catastrophiques des surplus laitiers. A cette occasion, nous avons pu mettre en avant notre «pétition lait» avec succès et engranger de nombreuses signatures. Notre soutien à l'initiative populaire fédérale des jeunes socialistes contre la spéculation sur les denrées alimentaires a été très bien compris par les participants et les passants. Je suis persuadé que le message est passé et a été bien compris.

Lors des chansons, tout le monde a répondu présent et entonné avec entrain le refrain suivant:

Nous avons besoin de plus de cerveaux, de mains et de cœurs,  
Car l'appétit sans âme nous rend paresseux, gros et bêtes.  
Les démocraties ne peuvent le surmonter,

La passivité dépouille les meilleures formes d'organisations étatiques.

Jakob Alt



**La vie du syndicat /  
Aus der Gewerkschaft**  
**Hommage à Gérard  
Vuffray**

Pages 2- 3



**L'entretien /  
Das Interview**  
**Ramène ta fraise**

Pages 4- 5



**Campagnes /  
Kampagnen**  
**STOP spéculation /  
Loi sur les épizooties**

Pages 6-7



**A lire / Leserbrief**  
**Journal -Moins! /  
Notre Agenda**

Page 8

LA VIE DU SYNDICAT

# Gérard Vuffray, une tranche de vie dédiée au monde paysan avec compétences et conviction

Gérard nous a quitté le mois dernier. Il a été un fer de lance du syndicat UNITERRE et nous cultivons aujourd'hui les graines qu'il a essaimées pendant 17 ans... Ceux qui ont travaillé avec lui témoignent de sa riche personnalité et lui rendent un vibrant hommage.



## « Nous étions des militants rieurs... »

Durant une quinzaine d'années j'ai vécu le grand privilège de collaborer étroitement avec toi. Un privilège lié à l'amitié, à tes compétences professionnelles, à ta capacité d'anticiper. Sauf erreur tu jouais régulièrement aux échecs... Tes compétences s'exprimaient par la volonté de connaître l'historique de la tâche que nous allions entreprendre, à bien identifier les partenaires et leurs intérêts particuliers, à élaborer des alternatives crédibles. Tu vouais une attention soutenue à la rédaction des textes qui allaient être publiés. L'ouverture et la création de réseaux ou d'alliances caractérisaient les activités que nous développions. Tu as su donner de la force, de la persuasion et de la cohérence au monde paysan. Tu as noué la gerbe de tes compétences dans un engagement qui apportait du sens, des valeurs et de la durabilité.

Je parle d'engagement parce que nous étions tous les deux des militants, des « militants rieurs » épris d'une liberté de pensée et de créativité qui nous guidaient avec quelques certitudes qui ont bien résisté à l'épreuve du feu et de la critique. Quelle joie de voir aboutir dans des textes législatifs quelques unes de nos propositions. Il y avait les moments forts avec des paysans bien motivés pour s'engager sur le chemin de la manifestation, des temps de récupération pour tous, tu retournais alors dans ton jardin et moi dans mes prairies. Lorsque vous partiez en vacances tu prenais le temps d'envoyer une carte postale. A la recherche de ton portrait dans mes archives photographiques, je n'ai rien trouvé; avoues que tu ne voulais pas être photographié... Par contre j'ai mis la main sur un message reçu d'Italie par lequel tu nous dis ton bonheur « de séjourner dans une villa aristocratique florentine dans la région de Lucca aux magnifiques collines. Farniente total malgré les dossiers qui traînent dans les bagages... »

Au petit matin, à la douane de Bardonnex ou devant une grande centrale de distribution, durant ces longues heures d'attente ou de « siège », tu savais où tendre l'oreille, avec qui s'entretenir pour faciliter le bon déroulement de l'action. Quelque fois les textes parvenaient au dernier moment. Insatisfait de la version retenue le jour d'avant tu passais la nuit à réécrire le dossier de presse. Tu savais mettre tes forces au service d'une cause au bon moment.

Merci Gérard pour ta disponibilité joyeuse, merci pour le bonheur partagé à promouvoir une approche de la terre qui lui redonne une dignité tout comme à celles et ceux qui la travaillent.

*Fernand Cuche, ancien secrétaire et porte-parole d'Uniterre*



## Merci à toi Gérard.

Gérard n'était pas un ami au sens propre du terme pour moi, il était plus que cela. Il fonctionnait avec moi, jeune Président de l'UPS, comme un mentor. Je pouvais lui poser n'importe quelle question autant agronomique que politique et il allait se mettre à la recherche de la réponse ou d'une explication solide. Il était d'une immense disponibilité et possédait un savoir gigantesque; bien au dessus du mien. Cela ne s'en ressentait jamais et j'en étais le premier étonné.

Qu'une personne aussi douée se mette à notre disposition, nous les paysans, était une chance. Peut-être que nous ne nous en sommes pas assez rendu compte. C'était aussi quelqu'un qui savait ce qu'il voulait. Il avait de plus un respect de l'autre qui m'épatait. Qualité qui nous était très utile car la recherche du compromis faisait partie de notre façon de travailler avec Fernand et au sein du comité.

La plus belle de ses qualités était sa sagesse, vis-à-vis des autres et dans la vie du syndicat. Merci à Gérard de m'avoir fait le plaisir de partager un des moments les plus importants et enrichissants de ma vie, mais aussi des plus joyeux et festifs. Car cela aussi tu savais le faire; une fois de plus pour les autres. Nous essaierons de continuer à transmettre ta vision qui est aussi maintenant la notre du « vivre ensemble » sur la planète. Ciao Gérard!

*Pierre-André Tombez, ancien Président d'Uniterre*

## Gérard,

lorsqu'il s'est agi au printemps 2005 de trouver un-e nouveau secrétaire syndical pour remplacer les partant-e-s, Nicolas et moi avons pris contact avec Uniterre. Il semble que tu n'aies pas réfléchi longtemps et tu as dit que si nous relevions le défi tu levais le pied pour prendre une retraite.

Quel défi! Travailler à Uniterre et vous remplacer! Prenant, passionnant, épuisant, varié, gratifiant, surprenant et formateur voici comment je pourrais décrire le poste laissé vacant.

Merci Gérard de nous avoir encouragé à postuler.

Merci de nous avoir permis de déployer nos ailes de « jeunes » syndicalistes tout en nous ayant épaulé et encouragé de l'extérieur.

J'ai un regret: que la vie ne t'aie pas laissé plus d'années pour profiter de tes proches, de la vallée de Joux et de ta maison en France.

Salut cousin!

*Valentina Hemmeler Maiga*

*Illustrations: en haut à dr: le pommier de Gérard, sélectionné par ses soins, variété représentée à l'Arboretum d'Aubonne. Ci-contre, une délégation de la Coordination Paysanne Européenne au Pays de Galles en 1989, Gérard est 2ème en bas à depuis la droite. Photos: Jean, Gérard Choplin.*

## LA VIE DU SYNDICAT (SUITE)

### Gérard,

C'est au sein de la Commission fédérale pour les appellations d'origine et les indications géographiques des produits agricoles (AOP et IGP) que j'ai eu le privilège de faire ta connaissance et d'apprécier ta personnalité.

Pendant les 11 années passées au sein de cette Commission entre 1998 et 2009, tu as toujours défendu une politique AOP-IGP qui soit crédible pour les consommateurs et porteuse de résultats pour le développement rural. Tu voulais des produits authentiques, typiques qui ne cèdent pas leur petit supplément d'âme sur l'autel de considérations trop économiques. Tu étais toujours soucieux de comprendre les motivations des producteurs derrière la démarche qui les poussaient à vouloir protéger leurs appellations, parce que tu savais que seuls des paysans sincèrement engagés peuvent assurer la pérennité d'une agriculture suisse de qualité.

Ton bon sens, ta connaissance du terrain agricole étaient précieux pour notre Commission. Tes remarques pertinentes permettaient très souvent d'avancer dans nos réflexions et ont contribué à forger la philosophie de notre Commission en matière d'AOP et d'IGP.

A la fin des séances, j'aimais parler avec toi de ton jardin, de ces plantes que tu faisais pousser, de ces légumes que tu bichonnais, de ces moments que tu passais dans la nature et qui semblaient comme nuls autres savoir te ressourcer et te procurer ce calme que tu aimais tant.

Gérard, j'aurais souhaité pouvoir t'imaginer encore longtemps au milieu des arbres, des cucurbitacées et des fleurs de ton potager. La Vie ne t'a pas laissé assez longtemps ce Bonheur mais les petites graines que tu as semées dans nos esprits porteront leurs fruits convaincus, engagés et enthousiastes encore longtemps. Merci.

*Martine Jaques-Dufour, vice-présidente de la Commission fédérale des AOP-IGP*

J'ai fait la connaissance de Gérard il y a une dizaine d'années, au cours d'une campagne unitaire que nous menions contre l'OMC. J'étais alors secrétaire de la région Genève au syndicat des services publics et j'ai tout de suite eu beaucoup de plaisir à travailler avec lui. Parce qu'il était franc et plein d'esprit, calme et posé (qualités assez rares dans notre milieu d'excités urbains pour être rapidement remarquées et remarquables...) Mais surtout, il amenait dans ce comité un autre regard, celui, tellement enrichissant, du monde paysan.

Je n'avais encore jamais eu l'occasion de travailler aux côtés de militants des associations paysannes et je me réjouissais d'avoir enfin cette occasion, persuadée depuis longtemps qu'ils avaient beaucoup à nous apporter.

Il faut dire que les paysans avaient été les premiers à manifester contre le GATT - avant même que celui-ci ne devienne l'OMC - et en ce sens, ils nous avaient montré la voie. Ils avaient compris, avant les autres syndicats, partis de gauche, associations et mouvements divers, le danger et l'impasse totale dans laquelle nous menait cette soumission planétaire au libre échange.

Ce n'était pas vraiment étonnant. Travaillant à notre essentiel, les paysans, à travers leur rapport à la terre - le plus précieux de nos biens communs - étaient forcément les premiers concernés par la tournure toujours plus dramatique que prenait l'économie capitaliste. Je pensais alors, et je le pense toujours, qu'il nous fallait envisager une réelle et étroite collaboration avec ceux-ci de nos camarades en vue de grandes luttes communes.

Avoir pu concrétiser ce vœu aux côtés de Gérard a été une véritable chance et un grand bonheur.

C'est avec beaucoup de tristesse que j'ai appris la nouvelle de son décès. Je me souviendrai toujours de lui avec plaisir, émotion et gratitude.

*Ariane Bailat, ancienne secrétaire SSP/Vpod*



### Adieu à un ami

Il est difficile de parler à quelqu'un qui n'est plus là pour répliquer et qui ne lira jamais ces mots. Pourtant je n'hésite pas à le faire.

Nous nous connaissons de longue date, nos champs d'activité respectifs étant identiques. Mais notre amitié n'est née qu'en 1995. Je me souviens comme si cela fut hier. Claude Quartier avait organisé un voyage

à Salzbourg et sa région, pour voir quelles répercussions sur l'agriculture avait eu l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne. Nous étions huit Romands à y participer, dont toi et moi. Voyage fort intéressant bien sûr, et tout autant instructif.

Le dernier matin, jour de notre départ, de façon tout à fait fortuite, nous nous sommes retrouvés tous deux à avoir la même idée, celle de monter sur une haute colline au-delà du fleuve, dominant la ville et d'où la vue était extraordinairement belle sur la cité et les Alpes autrichiennes. Arrivés au sommet, un peu essoufflés, moi un peu plus que toi, nous nous sommes reposés et avons alors parlé de choses et d'autres. Longuement. De notre travail respectif, de ce que nous étions dans notre vie de tous les jours, et de ce que nous avions

en commun. De nos convictions, mais aussi de nos certitudes et nos doutes. Comme moi, tu aimais beaucoup la nature et comme toi, je n'ai jamais cessé de mettre l'Homme au centre de mes préoccupations. Puis, l'heure venue, nous sommes redescendus. Une amitié était née.

Par la suite, nos chemins ne se sont pas croisés très souvent. Parfois l'un ou l'autre prenait le téléphone pour demander avis et conseil à l'autre. Mais chacune de nos rencontres, chacun de nos contacts, furent pour moi des moments forts. De vrais événements, car non seulement il émanait de toi une telle force de conviction qu'il devenait difficile de te contrer. Mais tu savais surtout le dire d'une manière empathique, sans mettre en porte à faux ton interlocuteur. Doté d'une intelligence vive, tu voyais loin et tu anticipais les choses à venir. Jamais tu ne lâchais la proie pour l'ombre, allant toujours au fond des problèmes, avec pugnacité et opiniâtreté. La défense des gens de la terre était ton souci majeur et tu t'y es attelé avec une rare constance. Et, tout naturellement, tu as plaidé simultanément la cause du milieu dans lequel ils déploient leur activité, c'est-à-dire la nature, en démontrant avec une aisance qui t'était propre, que l'un n'allait pas sans l'autre. Et qu'en protégeant les uns il fallait préserver l'autre. Tâche parfois ingrate dans un monde trop longtemps formé et bercé dans une illusion productiviste.

Et je n'oublierai pas non plus l'aide que tu nous as apportée lorsque, suite aux tragiques événements d'El Ejido en Andalousie en l'an 2000, nous avons mis sur pied une plateforme pour une agriculture socialement durable. Un coup de pouce apprécié et salutaire.

Pour tout cela, merci Gérard, un grand merci. Adieu l'ami.

*Willy Streckeisen, plateforme AGRISODU*

## PÉTITION «DU LAIT MAIS PAS PLUS QU'IL N'EN FAUT!»

**L'Autre Syndicat vient de nous livrer plus de 500 signatures de la pétition nationale «Du lait mais pas plus qu'il n'en faut». C'est énorme pour un syndicat qui défend les ouvriers agricoles! Pourquoi un tel engagement?**

Tout travail mérite salaire et le prix du lait doit permettre au producteur et à la productrice de vivre et de faire vivre sa famille dignement! Sans garde-fous et contrôles de la production, pas de salut! La concurrence à outrance et la surproduction crée le dumping sur les prix et exceptés les actionnaires, personne n'en sort gagnant! La même chose est valable pour les salaires: sans salaire minimum, l'exploitation des plus faibles devient la norme dans une logique de division de la société. Le travail et les fruits du travail doivent être répartis équitablement! En tant que membre de la Via Campesina nous soutenons de toute évidence la prise en main de la filière de production par les productrices et producteurs.

**Pour récolter autant de signature, quels sont les moyens que vous avez utilisés?**

Nous avons toujours des pétitions et initiatives à faire signer et nous incitons

nos membres à le faire. Yannick, notre militant de choc, fait régulièrement des stands d'information à Lausanne, ensemble avec le collectif des Sans-Papiers. La pétition d'Uniterre y prend une place importante car elle permet d'élargir le débat.

**Du côté de l'Autre Syndicat, quels sont les thèmes forts actuellement?**

Beaucoup de Sans-Papiers travaillent dans l'agriculture et nous continuons à revendiquer leur régularisation. Nous demandons également des améliorations substantielles des conditions de travail des travailleurs et travailleuses agricoles au niveau national. Autre thème fort: l'économie domestique. Nous nous sommes joints à la campagne nationale ECODOM pour une meilleure reconnaissance des personnes qui travaillent dans les ménages privés. Et: le travail est aujourd'hui supplanté par la finance qui génère des bénéfices colossaux, ceux-ci sont privatisés. Les pertes par contre, sont socialisées et c'est le gros des populations qui en paie les frais! Avec nos maigres moyens nous résistons!

*nb*

L'ENTRETIEN



# Une association qui porte bien son nom!

Depuis longtemps, Lucien Epiney souhaitait monter une structure d'agriculture contractuelle de proximité de la région de Sierre. Difficile d'y trouver des légumes. Ce coin de pays est dédié aux pommes et aux poires. Il rencontre quelques acteurs de la coopérative Biofruits, proche de Sion. Trois des neuf associés de la coopérative sont d'accord de se lancer personnellement dans la production de légumes. Olivier Cordey est l'un d'eux. Ensemble, avec Stéphane Dessimoz, ils la ramènent et racontent l'histoire de Ramène ta fraise.



### Pourquoi s'être lancé dans un tel projet ?

Lucien Epiney: Il y a quelques années, j'étudiais à Lausanne. Pendant mes études, avec des amis, nous étions inscrits au Jardin du Flon. Nous avons trouvé le système très intéressant et particulièrement bénéfique pour les consommateurs, les producteurs et l'environnement. J'aimais bien ce contact régulier avec les producteurs, en ville, sur le lieu des livraisons. Une fois de retour en Valais, dans la région de Sierre, avec de amis, nous avons voulu monter une structure similaire, cela a donné Ramène ta fraise.

Olivier Cordey: En tant que producteur et coopérateur de Biofruits, j'ai toujours été intéressé au développement de la vente directe, au contact avec les consommateurs et à la recherche de valeur ajoutées sur les produits. J'ai toujours été favorable à la diversification des canaux de vente car aucun n'est assuré dans le temps. Dans cet esprit, nous avons créé un magasin sur le site de la coopérative et nous nous sommes mis à la production de légumes pour Ramène ta fraise!

### Comment cela, Biofruits ne commercialise pas de légumes?

S.D.: Non, comme l'indique son nom, Biofruits ne commercialise pas de légumes mais juste les fruits biologiques de ses membres. Mais lorsque Lucien est arrivé pour nous parler de son projet de panier de légumes, cela nous a de suite intéressés. Nous nous sommes réunis les neuf associés de la coopérative et trois d'entre nous ont décidé de se lancer dans la production de légumes, juste pour le panier. Nous nous sommes dit que de toute façon, les surplus éventuels pourraient être vendus dans notre magasin de vente directe.

L.E.: Pour nous c'était incroyable que des producteurs spécialisé dans le fruit réagissent aussi vite pour démarrer une production biologique de légumes. Avant d'arriver à Biofruits, nous étions un peu désespérés de ne pas trouver de producteur.

### Justement, pourquoi s'être adressé à Biofruits pour lancer une structure d'agriculture contractuelle basée sur les légumes?

L.E.: En fait, en revenant au «pays» après mon escapade lausannoise, je pensais que cela allait être relativement simple de trouver des maraîchers dans ma région. En fait pas du tout. Ici, les paysans sont spécialisés dans la production fruitière ou la vigne. Peu produisent des légumes. Et ceux qui en produisent n'étaient pas forcément intéressés à développer ou à participer au projet, et cela

pour diverses raisons que je respecte totalement. De fil en aiguille je me suis approché de membres de la coopérative Biofruits et je leur ai finalement posé la question «Seriez-vous intéressés à participer à ce projet?»

O.C.: Pour nous producteurs, Ramène ta fraise fût une belle opportunité pour nous lancer dans les légumes. Étant donné le contrat, nous avons pu de suite planifier la production (quantité, qualité, diversité, rythme des livraisons) et vendre l'ensemble de la production à un bon prix. C'était pour nous une sorte «d'assurance» qui couvraient les risques inhérents à ce genre d'entreprise. Mais il ne faut pas croire que c'était simple, c'était même assez délicat. Maraîcher est un métier. Je me souviens d'avoir eu quelques sueurs froides quand j'ai planté en juin 2009 mes premières séries de salades. Je ne savais pas vraiment si elles allaient être prêtes à temps pour les paniers. Ce d'autant plus qu'au départ, le nombre de panier n'était pas vraiment fixé! Heureusement nous avons pris des contacts avec d'autres maraîchers de la région. Ils ont complété le panier. C'était aussi une volonté de Ramène ta fraise. Travailler avec des producteurs locaux en premier lieu.

S.D.: D'ailleurs le panier n'est pas que Bio. Nous, les membres de Biofruits, faisons des légumes biologiques sur quatre sites, dont un en altitude pour les plantes aromatiques. Mais l'association Ramène ta fraise travaille occasionnellement avec Maurice Dussex, l'école cantonale d'agriculture, Jean-Joseph Kohly, Stéphane Pillet, Marc Spycher, Alpfruits SA et Solfruits. Ce sont tous des producteurs Bio ou PI de la région. Les consommateurs de Ramène ta fraise savent quels produits du panier sont Bio et lesquels sont issus de la production intégrée. Pour les membres de Ramène ta fraise, le local est plus important que le label.

### Aujourd'hui, plus de deux ans après le lancement où en est-on avec Ramène ta fraise?

L.E.: Aujourd'hui les produits sont livrés sur quatre lieux, à savoir Sierre, Bramois, Vétroz et Vissoie. A Sierre et à Bramois, les consommateurs viennent faire eux-mêmes leur panier sur place, comme au Jardin du Flon. Les produits sont disposés en caissettes et chacun sait combien il peut en prendre selon le panier auquel il a souscrit. A Vétroz et à Vissoie, les paniers sont déjà faits. A Vissoie ils sont livrés par le car postal. Les consommateurs les réceptionnent à l'arrivée. Si les gens ne viennent pas, la marchandise est donnée aux associations caritatives. Nous offrons trois types de panier qui diffèrent en quantité et en

diversité. Le grand panier à un produit de plus. Dans tous les paniers il y a au minimum cinq produits différents. La valeur moyenne des paniers est la suivante: 15 Frs pour le mini panier, 25 Frs pour le panier moyen et 38 Frs pour le grand. Ce dernier correspond à ce que mange une famille de 4 personnes environ pour une semaine. Les livraisons sont différenciées selon la saison. D'octobre à avril, le panier est livré une semaine sur deux et de mai à septembre c'est toutes les semaines. Les consommateurs paient tous une cotisation à l'association de 50 Frs par année. Ils peuvent s'inscrire tous les mois pour une, deux ou trois période ou de manière reconductible. Les périodes sont d'octobre à mars, d'avril à fin juin et de juillet à septembre. Ainsi un consommateur qui s'engage en novembre voit son contrat se terminer en mars et paie une somme qui équivaut à la valeur des paniers qu'il recevra jusqu'en mars. Ce système permet une grande flexibilité des entrées au sein de l'association avec un minimum de travail administratif. Par contre, il peut y avoir des variations relativement importantes des livraisons selon les périodes. En été, pendant les vacances, l'association livre moins que pendant le reste de l'année. L'association a environ 200 membres.

O.C.: Nous avons pour l'instant environ 15 légumes différents. Parfois nous offrons également des fruits, des jus ou des herbes aromatiques pour compléter les paniers. Les consommateurs reçoivent, avant chaque livraison, le contenu du panier ainsi que des recettes. Parfois et selon les disponibilités, on adapte les quantités pour éviter que le consommateur se retrouve avec trois pommes de terre dans son panier. On préférera les livrer par 5 kg.

### Comment sont discutés les prix?

L.E.: l'association Ramène ta fraise est totalement bénévole. Elle est dirigée par un comité de cinq personnes Elle a juste un fond de caisse qui est alimenté par les cotisations annuelles. Celui-ci ne sert qu'à développer des projets particuliers ou à acheter du petit matériel comme les balances. L'association gère les abonnements. La facturation et les questions relatives aux produits se font par Biofruits. La coopérative reverse ensuite la totalité du prix des paniers aux producteurs, qui se répartissent la somme selon les produits livrés. C'est aussi les producteurs qui paient les frais logistiques. Il n'y a pas de commission régulière et particulière sur les prix, mais ils savent que ces derniers doivent être équitables, car c'est l'esprit du contractuel. Les producteurs décident entre eux des prix, produit par produit, ce qui nous permet d'être transparents avec les consommateurs. Le prix de chaque produit leur est transmis.

S.D.: Avec ce système et pour certains produits, nous minimisons au maximum les charges (emballages, garde,...). Il arrive donc parfois que nous soyons bien meilleur marché que les grandes surfaces. Pour d'autres produits non. Parfois il est difficile de comparer car le produit n'est pas vendu en grandes surfaces.

### L'association Ramène ta fraise fait une ristourne de 1% des cotisations à Uniterre, pourquoi cette démarche?

L.E.: Pour l'association, Uniterre est l'organisation paysanne qui milite pour nos objectifs, à savoir ceux qui sont décrits dans le principe de la souveraineté alimentaire. C'est aussi cette structure qui participe pleinement au développement de l'agriculture contractuelle et les circuits courts en général. Elle milite pour les alternatives commerciales et réveille les consciences de la population sur des questions aussi cruciales que celles des prix équitables ou des dérives d'un système agroalimentaire qui éloigne toujours plus les consommateurs des producteurs.

O.C.: Aujourd'hui tout le monde est au courant de la très grave crise du lait. Et cela ne serait sans doute pas le cas si Uniterre n'existait pas. A ce propos, nous sommes toujours intéressés à travailler avec un ou des producteurs de lait de la région - pour autant qu'il y en ait encore - qui souhaiteraient commercialiser leurs produits avec Ramène ta fraise. Pour l'instant toutes nos démarches n'ont pas apporté leurs fruits. Mais nous espérons que cela changera.

### Quels sont vos envies et projet pour le futur?

L.E. Nous souhaitons augmenter le nombre d'adhérents à l'association. Même si 200 c'est bien, ce n'est pas encore assez pour vraiment développer et surtout stabiliser la production de légumes chez les producteurs qui se sont récemment lancés dans la production. Nous devons pouvoir mieux planifier à l'année la production de légumes. Le fait que les membres puissent s'abonner sur de courtes périodes pose inévitablement des problèmes de planification pour les producteurs. Heureusement que la plupart s'engagent pour plusieurs périodes!

*Illustrations: page de gauche: l'équipe de Ramène ta fraise avec de gauche à droite: Stéphane Dessimoz, Olivier Cordey (producteurs) et Lucien Epiney; à dr. le magasin de vente directe de Biofruits qui est aussi un point de vente. Ci-contre: pour se développer, la coopérative BioFruits a misé sur des outils performants. Photos: nb.*

O.C. Du côté des producteurs, nous voulons développer la production. Actuellement nous produisons les légumes sur 3-4 sites qui représentent au total 5000 mètres carrés. Ce n'est pas si simple à gérer. Sur un site nous nous trouvons à proximité d'Ecobois et d'une station de biogaz et compostage. Nous voudrions voir s'il ne serait pas possible d'utiliser cette chaleur pour chauffer des serres.

S.D.: Nous n'avons pas et nous ne voulons pas augmenter le budget marketing de l'association. Mais nous devons néanmoins continuer de nous faire connaître. Le nombre des abonnements augmente vraiment avec un passage dans les journaux ou dans les médias. On va donc essayer de faire 2-3 actions particulières chaque année. Nous voulons également renforcer le bouche à oreille ainsi qu'une sorte de parrainage! Nous allons également continuer et développer les visites sur nos exploitations. Nous réfléchissons également à une méthode pour toucher les entreprises et les milieux de la restauration.

*Propos recueillis par Nicolas Bezençon*

*Pour en savoir plus, [www.ramenetafraise.ch](http://www.ramenetafraise.ch) / [info@ramenetafraise.ch](mailto:info@ramenetafraise.ch) / 079 748 08 72*

### La coopérative Biofruits en quelques mots



La fondation de la coopérative s'est faite entre 9 associés, tous producteurs de fruits biologiques de la région de Sion. Elle a pour but, depuis 2005, de rassembler, stocker, trier, emballer et de commercialiser la production fruitière des associés. Depuis son lancement elle n'a cessé de se développer et de diversifier ses activités. En 2010, un congélateur a été inauguré en même temps que des nouveaux frigos et deux nouveaux quais de chargement. En 2011, une cidrerie a vu le jour pour valoriser les fruits trop mûrs et faire du travail à façon. En 2012 elle accueillait, dans ses locaux, la société d'agriculture de Fully. Aujourd'hui, elle fait partie des cinq plus importantes plateformes de vente de fruits biologiques du pays. Elle commercialise environ 90% des fruits biologiques du Valais, soit environ 3500 tonnes par année. Elle commercialise 65 à 70% des pommes et poires biologiques du pays. La structure n'importe aucun produit et ne fait pas d'achat-revente. Ses clients sont bien entendu les grands distributeurs (COOP, MANOR et Migros) mais également des plus petits détaillants et Monsieur et Madame tout le monde, qui viennent

s'approvisionner directement sur place, à Vétroz, dans le magasin de l'entreprise. Elle occupe entre 15 et 30 personnes selon les périodes.

A partir du 29 septembre, une installation photovoltaïque de plus de 8000 m2 est fonctionnelle et rend ainsi autonome l'approvisionnement électrique de toute l'infrastructure et fourni encore suffisamment d'électricité pour 350 ménages.

Avenir: diversifier plutôt que d'augmenter les volumes

Selon les responsables, les prix d'achat des fruits sont encore intéressants malgré la stagnation de la demande. D'une manière générale les prix indicatifs donnés par Bio-Suisse sont relativement bien suivis. Les grands distributeurs jouent le jeu. Néanmoins, la demande n'augmentant pas, l'entreprise cherche plutôt à diversifier ses produits et ses canaux de distribution pour maintenir ses prix et augmenter la valeur ajoutée de ses produits. Elle prévoit la sortie de différentes boissons et d'autres produits transformés, toujours fabriqué à partir des fruits biologiques de la région.

*Pour en savoir plus [www.biofruits.ch](http://www.biofruits.ch) / [info@biofruits.ch](mailto:info@biofruits.ch) / 027 345 39 39*

CAMPAGNE

# Lancement de l'initiative «Stop à la spéculation!»

La jeunesse socialiste suisse a lancé le 1<sup>er</sup> octobre la récolte de signatures pour l'initiative «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires!». Uniterre soutient. La spéculation sur les denrées alimentaires conduit à des hausses des prix et entraîne ainsi des millions d'êtres humains dans la faim et la pauvreté. La Suisse, par lequel 30% de ce type de commerce transite, doit mettre un terme à ce type d'activités.



La spéculation sur les denrées alimentaires pousse les prix des denrées alimentaires massivement vers le haut. Des millions de personnes ne peuvent plus se payer à manger et sont entraînés dans la faim et la pauvreté. Dans le même temps, quelques personnes font des profits énormes sur le dos des plus pauvres. De nombreux instituts financiers et entreprises commerçant des matières premières basés en Suisse jouent un rôle actif dans cette affaire et profitent de la hausse des prix des denrées alimentaires. L'initiative veut y mettre un terme. Cette initiative a pour l'heure le soutien d'Uniterre, du VKMB, de Swissaid, de Solidar, des jeunes Verts, des Verts et des Socialistes. Uniterre s'est engagé à trouver d'autres soutiens dans le monde paysan. Les initiants ont 18 mois pour rassembler les 100'000 signatures requises. Vous pouvez y contribuer en faisant signer ce texte autour de vous.

## Qu'est-ce qui est concrètement réglé par cette initiative?

L'initiative interdit l'investissement dans des instruments financiers qui se rapportent à des matières premières agricoles et à des denrées alimentaires. Des contrats avec des producteurs et des commerçants de matières premières agricoles qui portent sur la garantie des délais ou des prix fixés sont toujours autorisés.

## Le soutien d'Uniterre

En adhérant au comité d'initiative, Uniterre a souhaité apporter un soutien symbolique mais fort à cette initiative. Paul Sautebin, membre du comité directeur, explique pourquoi:

«La souveraineté alimentaire définie par les paysannes et paysans de toute la planète dans le mouvement de Via Campesina est une vision économique de l'agriculture qui met l'orientation de celle-ci en main citoyenne, à l'inverse du néolibéralisme

qui la met au service du profit. Dans ce sens l'initiative populaire des Jeunes Socialistes Suisses demande d'interdire la spéculation financière sur les denrées alimentaire nous conviendrait. Elle concerne directement l'intérêt économique, moral et environnemental des paysans suisses et de toute la population. La nourriture et ses producteurs sont mis en cause par cette spéculation sur les denrées alimentaires. Les producteurs des deux hémisphères en sont victimes car à leur niveau, ils ne bénéficient que rarement d'une augmentation des prix. La plus grande partie de cette augmentation est encaissée par d'autres. Chez nous, dans les secteurs de l'industrie laitière et de la viande, les agriculteurs voient même leurs revenus baisser en raison de l'augmentation des coûts de production. Dans de nombreux pays du sud, où les cultures de rente (café, cacao, coton, canne à sucre etc) ont été favorisées au détriment des cultures vivrières, les agriculteurs et agricultrices ne produisent plus leur propre nourriture. Cela signifie que même si l'agriculteur reçoit une légère augmentation pour sa culture de rente, il doit acheter de la nourriture beaucoup plus coûteuse sur le marché. Par conséquent, l'augmentation des prix des produits alimentaires entraîne aussi une plus grande pauvreté au sein des familles agricoles elles-mêmes.

30 entreprises internationales, dont 6 sont en symbiose avec l'industrie et la production boursière, ont pris le contrôle de presque toute la production commerciale mondiale: ils ont l'emprise sur les stocks, les engrais, les pesticides, les fourrages, les machines agricoles, les technologies, la génétique animale et végétale, les produits vétérinaires, les semences et les connaissances scientifiques. De ce fait, les exploitations agricoles dépendent de plus en plus d'une production à crédit: c'est à dire quelles ne peuvent plus utiliser une partie de leur production pour produire à nouveau, mais sont obligées d'acheter à crédit les outils nécessaires. L'application d'idéologies néolibérales et des marchés libres, nuit à la survie des petites exploitations agricoles. Il faut développer une nouvelle agriculture durable et mettre un frein à l'emprise grandissante des actionnaires sur la citoyenneté»

Uniterre

La feuille de signature est en Annexe et se trouve également sur notre site internet.

# Initiative «Keine Spekulation mit Nahrungsmitteln!»

Am 1. Oktober hat die JUSO Schweiz die Unterschriftensammlung der Initiative „Keine Spekulation mit Nahrungsmitteln!“ gestartet. Die Nahrungsmittelspekulation führt zu hohen Preisen und treibt damit Menschen in Hunger und Armut. Uniterre unterstützt das wichtige Anliegen, denn an dieser widerlichen Profitmacherei darf sich die Schweiz nicht länger beteiligen.



Die Spekulation mit Nahrungsmitteln treibt die Nahrungsmittelpreise immer wieder massiv

in die Höhe. Millionen Menschen können diese nicht mehr bezahlen und werden in Hunger und Armut gedrängt. Gleichzeitig machen einige wenige enorme Gewinne, die auf dem Rücken der Ärmsten bezahlt werden. In diesem Geschäft mischen zahlreiche Finanzinstitute und Rohstoffhändler mit Sitz in der Schweiz tatkräftig mit und profitieren von steigenden Nahrungsmittelpreisen. Die Spekulationsstopp-Initiative beendet diesen Missstand und verbietet die widerlichste Form der Profitmacherei, die Spekulation mit Nahrungsmitteln. Diese Initiative wird von Uniterre, VKMB, Swissaid, Solidar, die Jungen Grünen, die Grünen und die SP Schweiz unterstützt. Uniterre hat sich engagiert, um weitere Unterstützung in landwirtschaftlichen Kreisen zu finden. Die Initianten haben nun 18 Monate Zeit, um die erforderlichen 100'000 Unterschriften zu sammeln. Machen Sie mit!

## Was regelt die Initiative konkret?

Die Initiative verbietet die Investition in Finanzinstrumente, die sich auf Agrarrohstoffe und Nahrungsmittel beziehen. Weiterhin erlaubt bleiben Verträge mit Produzenten und Händlern von Agrarrohstoffen, die der terminlichen oder preislichen Absicherung gelten.

## Klare Unterstützung von Uniterre

Uniterre ist Mitglied des Initiativ-Komitees und bietet damit eine symbolische und zugleich starke Unterstützung an. Paul Sautebin, Mitglied von Uniterre Vorstand, erklärt warum:

«Die Ernährungssouveränität, wie sie die Bäuerinnen und Bauern auf der ganzen Welt in der Bewegung Via Campesina definiert haben, versteht die Landwirtschaft als ökonomischen Sektor, dessen Ausrichtung von den Bürgerinnen und Bürgern bestimmt werden muss, im Gegensatz zum Neoliberalismus, der sie

in den Dienst des Profits stellt. In diesem Sinn sind wir mit der Volksinitiative der JUSO Schweiz, die ein Spekulationsverbot für Nahrungsmittel fordert, einverstanden. Wirtschaftliche, moralische und umweltpolitische Interessen der Schweizer Bäuerinnen und Bauern und der gesamten Bevölkerung sind direkt davon betroffen. Die Nahrung und diejenigen, die sie produzieren, sind durch diese Nahrungsmittel-Spekulation gefährdet. Die Produzentinnen und Produzenten im Norden und im Süden sind Opfer der Spekulation, denn sie profitieren nur selten von Preiserhöhungen. Der Grossteil davon wird von anderen eingesteckt. Infolge der höheren Produktionskosten sind bei uns in den Sektoren der Milch- und Fleischproduktion die Einkommen der Landwirte sogar gesunken. In vielen Ländern des Südens, wo Renditekulturen (Kaffee, Kakao, Baumwolle, Zuckerrohr usw.) auf Kosten der Nahrungsmittelkulturen gefördert wurden, produzieren die Landwirte und Landwirtinnen ihre eigene Nahrung nicht mehr. Das bedeutet, selbst wenn ein leicht höherer Preis für die Renditekulturen erhalten wird, auf dem Markt viel teurere Nahrung eingekauft werden muss. Entsprechend führt die Erhöhung der Nahrungsmittelpreise auch zu vermehrter Armut in den Bauernfamilien selbst.

30 internationale Unternehmen, von denen 6 mit der Industrie und der Börsenproduktion eng verbunden sind, haben die Kontrolle über praktisch die gesamte weltweite Handelsproduktion an sich gerissen: Sie herrschen über Lagerbestände, Dünger, Pestizide, Futtermittel, Landwirtschaftsmaschinen, Technologien, tierische und pflanzliche Genetik, tiermedizinische Produkte, Saatgut und wissenschaftliche Kenntnisse. Deshalb sind die Landwirtschaftsbetriebe immer häufiger von einer Produktion auf Kredit abhängig, das heisst, sie können nicht mehr einen Teil ihrer Produktion für z.B. neues Saatgut einsetzen, sondern sie müssen die nötigen Mittel (wie Saatgut etc.) auf Kredit kaufen. Die Umsetzung der neoliberalen Ideologien und der freien Marktwirtschaft schadet dem Überleben der kleinen Landwirtschaftsbetriebe. Wir müssen eine neue nachhaltige Landwirtschaft entwickeln und der zunehmenden Macht der Aktionäre über die Menschheit Einhalt gebieten».

Uniterre

PRODUCTION ANIMALE

# Quelle alimentation pour les porcs et à quel prix ?

**Le marché du porc vit de grandes difficultés. Entre surproduction, renchérissement des coûts des fourrages, restructuration massive du secteur et refus de toute régulation des quantités, l'avenir reste sombre pour les producteurs encore actifs.**

En décembre 2008, Uniterre avait rencontré Suisseporcs pour discuter du prix des fourragères suisses souvent mis sous pression. L'idée était alors de voir quelles seraient les conséquences d'une hausse du prix des fourragères indigènes sur le prix de la viande. Ce fût une fin de non recevoir. En effet, les dirigeants de Suisseporcs estimaient que toute mise en place d'un contrat définissant le prix, la qualité et la quantité allait à l'encontre du libre-marché. Pour eux il s'agissait de garantir le maintien des parts de marché, quitte à s'aligner sur les prix européens. Que de petits producteurs arrêtent au profit de plus gros concentrés dans certains «bassins de production» ne leur posait pas de problèmes spécifiques. Quant au fameux «cycle du porc», il se chargerait d'équilibrer les années de pertes et les années de bénéfices. Quatre ans plus tard, le bilan est maigre. Même l'OFAG reconnaît que le secteur porcin se concentre dangereusement et que nous assistons à une intégration verticale de la filière qui n'est en rien souhaitable; ni pour les paysans, ni pour les consommateurs. Les prix ont côtoyé le niveau des années 1960 et aucune véritable embellie n'est en vue.

## L'importation de fourrages explose

En août 2012, Suisseporcs «surprend» en demandant à l'OFAG d'utiliser les résultats des taxes douanières (50 à 70 millions) sur les fourrages importés pour baisser le prix du soja importé! Ainsi, l'organisation demande une aide directe de l'Etat qui va à l'encontre de sa sacrosainte liberté du marché. Pourtant, en 2010, nous les avons également contactés pour leur proposer d'élaborer, avec plusieurs organisations (FSPC, IP Suisse, Suisseporcs, Uniterre) et l'aide logistique de l'OFAG, un projet qui soit basé sur la taxation de l'ensemble du fourrage commercialisé (suisse et importé). Les montants de ces taxes seraient reversés aux éleveurs qui utilisent du fourrage indigène et au financement de paiements directs conséquents pour les cultures fourragères (céréales, protéagineux, ...). Le but étant ainsi de relancer notre production locale, de la rendre

attractive pour les éleveurs, de valoriser une filière carnée tendant vers un vrai Swissness. Nous savions que l'augmentation constante des importations de fourrages allait créer débat dans la société; cela n'a pas manqué. Par ailleurs, la précédente crise alimentaire, en partie résultante de la spéculation sur les matières premières agricoles, laissait augurer d'une augmentation de la volatilité des prix sur les marchés internationaux. C'est cette spéculation qui a d'ailleurs fait réagir Suisseporcs cet été, alors que le prix du soja prenait l'ascenseur. Début octobre, le prix du soja avait tendance à perdre de l'altitude en raison de récoltes meilleures que prévu et du fait que nombre de boursicoteurs ont surfé sur la peur de la pénurie pour faire grimper artificiellement les cours du soja.

## Miser sur le local

Récemment, Suisseporcs a aussi évoqué la possibilité de diversifier ses sources d'approvisionnement en fourrages (fortement concentrées sur le Brésil) en prospectant dans les pays de l'Europe du sud-est. L'objectif étant d'inciter ces pays, par le biais du fonds de cohésion pour l'UE, à produire pour notre marché. Là encore, nous ne voyons qu'une mesure pompier qui est de plus très discutée en terme d'éthique: devons-nous souhaiter à la Bulgarie ou à la Roumanie de sacrifier son agriculture paysanne au profit de cultures de soja destinées à l'exportation qui s'étendraient sur des milliers d'hectares comme l'a fait l'Argentine?

Plus réjouissant, il semble que Suisseporcs reconnaît enfin (dans son édit d'octobre 2012) la nécessité d'encourager la production de protéines (lupins, féveroles, pois, ...) et de céréales fourragères locales. Dans ce sens le Président salue l'acceptation de l'article 54 de la loi sur l'agriculture par le Conseil national dans le cadre de PA 2014-17. Succès auquel Uniterre a grandement contribué; il continue de s'engager dans le cadre du Conseil des Etats pour qu'il soit adopté. Un premier pas vers une réflexion commune?

*Valentina Hemmeler Maïga*

## NON À LA NOUVELLE LOI SUR LES ÉPIZOOTIES



**Le 25 novembre, le peuple suisse est appelé à voter sur la modification de la loi fédérale sur les épizooties (LFE).**

Uniterre estime que le libre choix des paysannes et des paysans ne doit pas être à nouveau restreint.

Bio Suisse, Bio Forum, L'association des petits et moyens paysans (VKMB) partagent l'avis d'Uniterre.

### Arguments

La dernière grande campagne de vaccination, contre la maladie de la langue bleue a eu lieu parallèlement à la lutte contre la diarrhée virale bovine (BVDV). Cela a engendré des pertes financières importantes pour beaucoup d'exploitations paysannes et augmenté considérablement le travail sur les fermes. C'est pourquoi nous estimons que la responsabilité de la

prise de décision doit demeurer en main des paysannes et des paysans.

Il faut par contre évaluer de manière particulière les maladies qui se transmettent des animaux à l'Homme. L'évaluation a posteriori des campagnes de lutttes contre la grippe aviaire et la grippe porcine démontre par ailleurs que les autorités se sont dotées de millions de doses de vaccins en trop qu'il a fallu par la suite éliminer.

Ce qui nous semble pour l'heure important c'est que:

- la distinction entre maladie et épidémie est fortement influencée par le lobby pharmaceutique.

- la décision de se déterminer entre une maladie qui peut être surmontée et la nécessité de lancer une campagne de vaccination doit être prise par des organes décisionnels indépendants.

- par la mise en place de banques de vaccins coûteuses, des campagnes obligatoires de vaccinations ont été menées en bonne part pour des raisons économiques.

Dans la médecine vétérinaire tout semble être mis en œuvre pour s'orienter dans la mauvaise direction. Or il faut agir sur les causes des maladies et non sur les symptômes:

- la production industrielle qui implique une densité animale toujours plus élevée et des tailles de troupeaux toujours plus grande. Il a été démontré que cela a des effets sur la santé des animaux.

- les exploitations industrielles sont souvent le berceau des maladies qui se propagent ensuite par les canaux du marché global à travers la planète.

- les transports d'animaux à travers toute l'Europe.

- la détention d'animaux axée sur la maximisation des profits.

- l'utilisation problématique des médicaments comme par exemple l'utilisation d'antibiotiques à titre préventif dans les élevages d'engraissement, etc.

Jusqu'à ce jour, la mise en application de campagnes de vaccination imposée par les autorités, dans nos différents pays, ne nous a pas apporté satisfaction. Ce sont des mesures prises pour combattre les symptômes et qui, à terme, aggraveront les problèmes. Les campagnes généralisées de vaccinations peuvent à court terme réduire l'extension des maladies, mais à long terme il faut changer de paradigme.

Depuis plusieurs années déjà les recommandations provenant de cercles

paysans critiques s'orientent dans une autre direction:

- encourager la recherche permettant d'immuniser les bêtes de manière naturelle

- développer les méthodes de traitements alternatifs

- réduire l'utilisation d'antibiotiques

- réorienter les méthodes de sélection animale afin d'obtenir des animaux robustes.

Ces recommandations n'ont pas été suivies et ne trouvent aucun écho dans la nouvelle loi.

Sans la prise en compte de ces mesures, la nouvelle loi sur les épizooties renforcera les aspects restrictifs des ordonnances, au lieu de placer le bien être animal au centre des préoccupations.

*Uniterre*

### Abstimmung über TierseuchenGesetz (25.11)

Uniterre geht davon aus, dass die Selbstbestimmungsrechte der Bäuerinnen und Bauern nicht noch weiter beschnitten werden sollen.

Bio Suisse, Bio Forum und VKMB sagen auch nein!

Mehr: [www.uniterre.ch/index.php/de/kampagnen](http://www.uniterre.ch/index.php/de/kampagnen)

Rendez-vous sur notre site internet: Uniterre publie d'autres articles traitant de l'actualité sur [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch). Voir *articles récents*.

A LIRE...

# -Moins! le nouveau Journal romand d'écologie politique

Le premier numéro de ce journal bimestriel est sorti au début de l'automne. -Moins! livre aux lecteurs d'Uniterre cette réflexion sur la structuration nécessaire des mouvements en faveur de la transformation de notre société. Un clin d'oeil pour notre lutte commune vers la souveraineté alimentaire. Extraits.

## LES 3 NIVEAUX D'ACTION

Les militantes et les militants de l'objection de croissance s'accordent généralement à considérer que trois niveaux d'actions différents et complémentaires sont nécessaires pour avoir une chance de transformer les sociétés actuelles mortifères en sociétés conviviales et véritablement durables (...)

### Premier niveau: la responsabilité individuelle

(...). Gandhi n'a-t-il pas dit que nous devons être le changement que nous désirons voir chez les autres? Il s'agit de s'aventurer dans le bien-être que procure la cohérence, en mettant en pratique nos idées égalitaires et écologiques. On est là bien loin des «écogestes» proposés par le développement durable. (...) Il faut peut-être et surtout se remémorer que l'être humain n'a pas pour vocation première d'être un consommateur. Il s'agit de transformer, mais surtout de réduire drastiquement cette unidimensionnalité de l'être humain moderne et (re)développer nos multiples autres dimensions: créatrices, spirituelles, amoureuses, ludiques, contemplatives, noblement productrices, etc. Avant d'être des consommateurs (fussent-ils responsables), il nous faut avant tout être des citoyens, des amis, des parents, des artistes, des jardiniers, des voisins, etc. (...)

### Deuxième niveau: les alternatives collectives

Leur première utilité est de mettre en relation des personnes isolées mais animées par les mêmes buts, de nourrir leurs réflexions et leurs pratiques, de s'encourager mutuellement, de prendre du plaisir et de la joie dans la transformation et de (re)tisser des liens avec nos semblables. Les alternatives collectives constituent également des expériences à petite échelle qui pourront être étendues et généralisées peu à peu à l'ensemble de la société.

À ce niveau se situent nombre de projets et d'activités, dont les plus importants concernent les domaines centraux de la vie humaine que sont le logement, le travail, ainsi que la production des biens de base, en particulier l'agriculture. (...) Les associations d'agriculture contractuelle de proximité (ACP) permettent non seulement de disposer d'une nourriture saine et locale, mais proposent également aux personnes de (re)consacrer du temps à cette activité fondamentale en participant aux travaux des champs. Elles offrent souvent des espaces pour se rencontrer, partager et discuter autour de cette thématique.

Un autre défi, central étant donné le rôle-clé que joue le travail dans nos sociétés, est de créer des «entreprises décroissantes». Leur but premier n'est pas de générer des bénéfices ou même d'être rentables, mais de créer des emplois de qualité, de

tisser des liens sociaux chaleureux tout en produisant des biens et des services simples, véritablement utiles, de grande qualité, écologiquement et socialement soutenable. Il en existe déjà de petites chez nous, de plus grandes sous d'autres cieux, comme les usines récupérées par les travailleurs dans l'Argentine effondrée du début des années 2000.

(...) Si ce deuxième niveau est également nécessaire, il n'est pas non plus suffisant. Il risque en effet de nous conduire vers des «îlots de décroissance», vers des utopies déconnectées de la société globale, voire vers des égoïsmes collectifs.

### Troisième niveau: le projet politique

Il s'agit de transformer l'ensemble de nos sociétés et de notre système productif destructeur, de manière pacifique et collective, pour aller vers des sociétés sobres et joyeuses, à petite échelle, nouvelles mais enracinées dans le meilleur de leur passé. On parle donc ici de «politique» au sens profond et noble du terme, c'est-à-dire cette dimension centrale de l'humain qui consiste à penser, à gérer, à imaginer, à transformer la vie collective.

Cela ne passe pas uniquement par les structures politiques existantes - qui ne laissent que peu d'espace aux citoyens - mais par la création d'espaces politiques/publics nouveaux et alternatifs. Dans certains cas, il peut être bénéfique de passer par les structures formelles existantes, comme

un Conseil Général, la participation à une élection, les récoltes de signatures pour une initiative, la participation à une manifestation autorisée, etc. (...) Il s'agit ainsi de faire entendre des voix différentes dans l'espace public pour parvenir à influencer les choix collectifs, de se réapproprié le débat politique, de définir les questions importantes et les moyens d'y répondre. Cela peut se traduire par la création et la diffusion de médias critiques, par des actions collectives publiques, par des manifestations de désobéissance civile, par l'occupation et la récupération en commun d'espaces et de temps habituellement réservés à des activités néfastes ou à des privilégiés. (...)

### Trois niveaux pour une transformation radicale

Ces trois niveaux sont aussi nécessaires l'un que l'autre. Cependant, certaines personnes consacreront plus de temps et d'effort à un niveau qu'à un autre, soit qu'elles s'y sentent plus à l'aise, soit que son importance leur semble prépondérante. Les changements radicaux qui seront nécessaires à la survie de l'humanité et à celle d'une planète préservée ne pourront probablement pas se passer d'un **travail coordonné à ces trois niveaux**. La situation est grave et le temps presse.

Extraits du Journal Moins! n°1, sept.-oct. 2012



L'équipe de rédaction de Moins! de g. à dr.: Yvan Lucciarini, Mirko Locatelli et Mathieu Glayre.

Moins! a été créé sous l'impulsion de militant·e·s du Réseau Objection de Croissance. Face à l'absence de voix critique dans les médias traditionnels où les questions écologiques sont trop souvent réduites aux écogestes, Moins! se propose d'être «un cri de contestation et de résistance, mais aussi un espace

ouvert à des voix dissidentes, à des sujets et des questions tabous, afin de révéler l'existence de pistes alternatives et devenir un lieu de réflexion (et d'action!) pour construire une façon de vivre ensemble plus égalitaire et solidaire».

Moins! propose des articles d'actualité, des témoignages locaux et textes de fond dans chaque numéro, concoctés par une équipe de rédacteur·trice·s et de dessinateur·trice·s entièrement bénévoles. Sans publicité, libre de

toute attache politicienne, ce journal de 32 pages de qualité sera vendu selon le principe du prix libre, tant au numéro qu'à l'abonnement. Il sera également disponible dans les kiosques au prix de 5 francs (demandez que Naville fournisse votre kiosque s'il n'en a pas).

[www.achetezmoins.ch/](http://www.achetezmoins.ch/)

## Agenda

**Lundi 5 novembre à Lausanne, soirée publique «de l'Inde à la Suisse: les menaces de l'agro-business sur la paysannerie» avec Shalini Bhutani, avocate indienne, et F. Meienberg de la Déclaration de Berne et Uniterre. 19h, UniL-Dorigny, salle 271, Internef.**

**Mardi 6 novembre à Lausanne, Café-Décroissance à Pôle-Sud, 19h30. La santé.**

**Mardi 6 novembre à Neuchâtel, débat public «Quel avenir pour le maraichage en Suisse?» avec notamment J. Forney et Rage de Vert. Galerie YD, 18h.**

Osons un lait de qualité

**PARABOL**

Bolus naturel en cas de Cellules somatiques trop hautes

LGC SA 1627 Vaulruz  
[www.lgc-sa.ch](http://www.lgc-sa.ch) 026 913 79 84

**Mercredi 14 novembre à Genève. Action contre l'agro-investissement et la spéculation.**

**25 novembre: votation sur la loi fédérale sur les épizooties (voir position d'Uniterre p.7)**

Plus d'infos et programmes détaillés sous [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch), voir Agenda